

l'ESE de faire les compromis et les réformes nécessaires. Ce mécanisme fut efficace au point où on peut s'interroger si ce n'étaient pas le PSA et les ASA qui ont constitué le principal levier de renforcement de la coopération régionale.

Ententes conclues grâce au Pacte

L'approche régionale du Pacte a permis de développer en été 2001 un Agenda d'action régional pour les réfugiés et les personnes déplacées, qui comprend une série de mesures (questions de propriété, d'hébergement, de pension...) entre les principaux États touchés : la Croatie, la Bosnie et la Yougoslavie. Une Charte pour la liberté des médias, a également été adoptée à Thessalonique en juin 2000 et acceptée par tous les États de la région.

Dans le domaine de la sécurité, le Pacte a soutenu les programmes de démobilisation et de réintégration des militaires dans la vie civile en Bulgarie et en Roumanie. Suivant le succès de ces programmes, le Pacte évalue la possibilité de les étendre à d'autres États de la région. Le Pacte a également fait la promotion d'un Centre d'assistance régional de vérification de la limitation des armements (RACVIAC) à Zagreb³².

Quick Start Package : moyen efficace de financement ?

Ce dernier a principalement agi comme un catalyseur dans la reconstruction des infrastructures, ce domaine offrant généralement les résultats les plus spectaculaires et les plus rapides, notamment la reconstruction de routes et de ponts. Cependant, parmi les aspects du PSESE les plus souvent critiqués se trouve le manque de transparence dans ses mécanismes de sélection de projets du *Quick Start Package*. La façon de fonctionner aurait davantage produit des listes de projets ponctuels plutôt que de développer une stratégie globale. Les tables 1 et 3 ont particulièrement été pointés du doigt à cet égard.

Le véritable défi du Pacte consiste à maintenir l'intérêt des donateurs une fois que ces projets de reconstruction seront épuisés et lorsque viendra le temps de financer d'autres projets moins spectaculaires. Pour l'instant, il semble que le PSESE réussisse son travail de lobbying pour inciter l'investissement de fonds dans la région.

Rôle du PSESE dans la prévention de nouveaux conflits

Bien que le Pacte de stabilité ne soit pas parvenu à éviter les confrontations inter-ethniques dans la ARYM au printemps et à l'été 2001, certains aspects de la gestion de la crise par la communauté internationale peuvent toutefois être présentés comme une réussite. Les acteurs régionaux et internationaux ont notamment coordonné leurs efforts et sont intervenus rapidement, militairement et diplomatiquement, pour favoriser une solution politique, ce qui avait été impossible lors des conflits précédents dans la région. De plus, si les négociations au sein du gouvernement macédonien ont pu aboutir entre les différentes factions, c'est en partie grâce à l'action du PSESE, qui a permis d'établir un dialogue entre elles.